

# Marchés de travaux hors de l'Union européenne

par **Bernard-Michel BLOCH**

*Diplômé d'études supérieures spécialisées (DESS) de Droit de la construction  
et de l'urbanisme  
Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine*

<b>1. Principaux organismes de financement .....</b>	<b>C 76 - 2</b>
1.1 Banque mondiale .....	— 2
1.2 Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) .....	— 2
1.3 Fonds européen de développement .....	— 3
<b>2. Procédures de passation des marchés .....</b>	<b>— 3</b>
2.1 Directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA .....	— 3
2.2 Politique et règles de passation des marchés financés par la BERD .....	— 4
2.3 Accord de Cotonou .....	— 4
<b>3. Lutte contre la corruption .....</b>	<b>— 6</b>
<b>4. Exécution des marchés .....</b>	<b>— 6</b>
4.1 Points visant l'exécution des contrats figurant dans les directives de la BIRD et de l'IDA .....	— 6
4.2 Cahiers des charges FIDIC et FED .....	— 7
4.3 Conditions générales d'exécution pour les « petits travaux » .....	— 7
<b>5. Garanties exigées des titulaires de marchés .....</b>	<b>— 7</b>
5.1 Garantie d'offre (ou caution de soumission) .....	— 7
5.2 Garantie de bonne fin (ou de bonne exécution) .....	— 8
5.3 Garantie à première demande .....	— 8
<b>6. Couverture des risques pris par les entreprises .....</b>	<b>— 9</b>
6.1 Garantie des risques politiques et commerciaux .....	— 9
6.2 Garantie des risques catastrophiques .....	— 9
6.3 Garantie des risques monétaires .....	— 9
6.4 Techniques d'indemnisation .....	— 9
<b>7. Règlement des différends .....</b>	<b>— 10</b>
7.1 Arbitrage CIRDI .....	— 10
7.2 Arbitrage CCI .....	— 10
7.3 Arbitrage FED .....	— 10
<b>Pour en savoir plus .....</b>	<b>Doc. C 76</b>

**H**ors de la communauté européenne, les marchés de travaux peuvent être soumis à des législations nationales propres (surtout s'il s'agit de marchés publics), ou alors bénéficier d'une liberté contractuelle plus ou moins étendue (notamment s'il s'agit de marchés privés). Ils peuvent être également soumis à des exigences propres à chaque bailleur de fonds. Les entreprises françaises susceptibles d'être intéressées par des marchés hors des frontières européennes peuvent ainsi se trouver confrontées à des situations différentes selon le niveau de développement des pays concernés et les rapports diplomatiques et économiques entretenus par ces pays avec les nations industrialisées et les organisations internationales.

Principaux sigles utilisés	
Sigle	Signification
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
AOI	Appel d'offre international
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CCI	Chambre de commerce internationale
CEE	Communauté économique européenne
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CNUDCI	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
FED	Fonds européen de développement
FIDIC	Fédération internationale des ingénieurs-conseils
IDA	Association internationale de développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ONU	Organisation des nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PTOM	Pays et territoires d'Outre-Mer

## 1. Principaux organismes de financement

On retiendra, dans le cadre de cet article, **trois grands organismes de financement internationaux**, parmi beaucoup d'autres, pour les marchés de travaux à l'étranger : le **Groupe de la Banque mondiale**, la **Banque européenne pour la reconstruction et le développement** et le **Fonds européen de développement**.

### 1.1 Banque mondiale

La Banque mondiale est un ensemble de deux institutions qui ont pour vocation d'apporter une assistance technique et financière aux pays en voie de développement.

■ La **Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)** dont le siège est à Washington a été créée en 1945, à la suite de la conférence de Bretton Woods ouverte en juillet 1944.

Les cinq principaux souscripteurs au capital de la Banque sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

Depuis sa création, 185 États ont adhéré à la Banque dont les objectifs principaux, énoncés dans ses statuts, sont :

- l'aide à la reconstruction des économies dévastées par la guerre ;
- la participation au développement économique des États membres ;
- la promotion du progrès économique des pays en développement par l'apport d'une aide technique et financière adaptée pour des projets déterminés, les plus utiles et les plus urgents.

Pour atteindre ces objectifs, la BIRD accorde, pour des travaux de génie civil préidentifiés et ayant une incidence directe sur la productivité de l'investissement, des prêts pour investissements spécifiques ou des prêts sectoriels d'investissement et de mainte-

nance conditionnés par la faisabilité et la viabilité technique, financière, économique et institutionnelle de l'investissement.

La Banque aide également à mettre au point l'investissement et à préparer des programmes de gestion et de formation pour les gestionnaires.

Ces prêts sont consentis aux États et aux organismes publics et entreprises privées qui ont obtenu une garantie de l'État pour le prêt de la BIRD.

L'essentiel des ressources de la BIRD provient en effet d'emprunts sur les marchés des capitaux mondiaux (entre 10 et 15 milliards de dollars par an).

■ L'**Association internationale de développement (IDA)** est une filiale de la BIRD, créée en 1960 pour aider les pays les plus pauvres de la planète et qui ne peuvent supporter le poids des formules de financement mises au point par la BIRD.

Les crédits de l'IDA ne portent pas intérêt, et les remboursements sont étalés sur une période de 35 à 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans.

Depuis sa création, l'IDA a accordé au total 182 milliards de dollars de crédits et de dons, au rythme de 10 milliards de dollars par an en moyenne ces dernières années, dont une bonne partie, soit environ 50 %, va à l'Afrique.

Alors que la BIRD lève la majeure partie de ses ressources sur les marchés des capitaux internationaux, l'IDA est principalement financée par les contributions des gouvernements des États membres les plus riches. Les prélèvements opérés sur le revenu de la BIRD et les remboursements par les emprunteurs des crédits antérieurs de l'IDA constituent une source de financement supplémentaire pour l'Association.

Tous les trois ans, les bailleurs de fonds se consultent pour reconstituer les ressources de l'Association. Les contributions des donateurs représentent plus de la moitié des 33 milliards de dollars mobilisés au titre de la Quatorzième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-14) qui finance les projets de l'Association durant la période de trois ans qui a pris fin le 30 juin 2008.

Les annonces de contribution les plus importantes à l'IDA 14 proviennent des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne, de la France, de la Suède, de l'Italie et du Canada, mais des pays moins riches contribuent également à financer l'IDA.

### 1.2 Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a été créée en 1991. Après l'effondrement du système communiste en Europe centrale et orientale, les pays de l'ancien bloc soviétique avaient besoin d'aide pour développer leur nouveau secteur privé dans un contexte démocratique. Le rôle de la BERD est de favoriser la transition vers une économie de marché dans les 29 pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté d'États indépendants (CEI) qui s'engagent à respecter et à mettre en pratique les principes de la démocratie, du pluralisme et de l'économie de marché, et d'y promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise.

La Banque s'efforce donc d'aider les 29 pays où elle opère, de l'Europe centrale à l'Asie centrale, à mettre en œuvre des réformes économiques structurelles et sectorielles et encourage la concurrence, la privatisation et l'esprit d'entreprise, en tenant compte des besoins propres à chaque pays en fonction du stade atteint dans le processus de transition. Par ses investissements, elle favorise la promotion du secteur privé, le renforcement des institutions financières et des systèmes juridiques et le développement de l'infrastructure dont a besoin le secteur privé. Dans toutes ses opérations bancaires, la BERD applique les principes d'une bonne gestion financière.

**Tableau 1 – Union européenne, États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et pays et territoires d'Outre-Mer (PTOM)**

Union européenne (27 États)	ACP (78 États)	PTOM
Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, République tchèque	Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo, Cook (îles), Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, East Timor, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Marshall Islands, Maurice, Mauritanie, Micronésie, Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigéria, Niue, Ouganda, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, RDC (ex-Zaïre), République dominicaine, Saint-Christophe et Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salomon (îles), Samoa occidentales, SaoTomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pays dépendants de la France</b> : l'île Clipperton, Nouvelle-Calédonie et dépendances, îles Wallis et Futuna, Polynésie française, Terres australes et antarctiques, Mayotte ;</li> <li>• <b>Pays dépendants du Danemark</b> : les îles Féroé et le Groenland ;</li> <li>• <b>Pays dépendants des Pays-Bas</b> : Aruba et les Antilles néerlandaises, ces dernières étant en cours de dissolution depuis juillet 2007, la fédération autonome sera scindée courant 2008 en deux territoires autonomes, Curaçao et Sint-Maarten, et trois communes à statut particulier intégrées aux Pays-Bas, Bonaire, Saba et Saint-Eustache.</li> <li>• <b>Pays dépendants du Royaume-Uni</b> : Anguilla, les Bermudes, les îles Caïmans, la Géorgie du Sud-et-les-Îles Sandwich du Sud, les îles Falkland, Montserrat, les îles Pitcairn, Sainte-Hélène, le Territoire britannique antarctique, le Territoire britannique de l'océan Indien, les îles Turques-et-Caïques et les îles Vierges britanniques.</li> </ul>

Dans son rôle de catalyseur des réformes, la Banque encourage le cofinancement et les investissements étrangers directs provenant des secteurs public et privé, aide à mobiliser des capitaux locaux et fournit une coopération technique dans les domaines relevant de son mandat. Elle travaille en étroite collaboration avec les institutions financières internationales ainsi qu'avec d'autres organisations internationales ou nationales. Dans toutes ses activités, la Banque s'attache à promouvoir un développement sain et durable du point de vue de l'environnement.

### 1.3 Fonds européen de développement

Le Fonds européen de développement (FED) est le principal instrument de la coopération financière et technique entre l'Union européenne et les pays en voie de développement qui entretiennent avec elle des relations privilégiées dans le cadre d'un accord global de coopération.

Ce système trouve ses origines dans le traité de Rome du 25 mars 1957 (non modifié, sur ce point, par les traités qui l'ont suivi, et notamment le traité de Lisbonne du 18 octobre 2007) et concernait initialement les pays et territoires d'Outre-Mer (PTOM) dépendant encore de la Belgique, de la France, de l'Italie et des Pays-Bas.

Depuis lors, l'accession à l'indépendance de la plupart de ces pays et l'adhésion du Royaume-Uni ont fait que la politique de coopération européenne Nord-Sud concerne aujourd'hui 78 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) et une vingtaine de PTOM (tableau 1).

Différentes conventions d'association ACP-CEE se sont succédées (Lomé I : 28 février 1975 ; Lomé II : 31 octobre 1979 ; Lomé III : 8 décembre 1984 ; Lomé IV : 15 décembre 1989). On en est actuellement au 10<sup>e</sup> FED (2008-2013), suivant l'accord de partenariat signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé le 21 juin 2005.

Le dixième FED, couvrant la période allant de 2008 à 2013, prévoit une enveloppe budgétaire de 22 682 millions d'euros. De ce montant, 21 966 millions d'euros sont alloués aux États ACP, 286 millions d'euros aux PTOM et 430 millions d'euros à la Commission au titre des dépenses d'appui liées à la programmation et à la mise en œuvre du FED. En particulier, le montant alloué aux ACP est réparti de la façon suivante : 17 766 millions d'euros au financement des programmes indicatifs nationaux et régionaux, 2 700 millions d'euros au financement de la coopération intra-ACP

et interrégionale, 1 500 millions d'euros au financement de la facilité d'investissement. S'agissant des marchés de travaux, ce sont la construction de bâtiments (écoles, hôpitaux, usines), la réalisation de voies de communication (routes, ponts, chemins de fer) ainsi que d'installations portuaires, et les travaux d'aménagement hydraulique (barrages, adduction d'eau) qui entrent généralement dans les projets éligibles à des financements du FED.

## 2. Procédures de passation des marchés

Afin que l'utilisation des fonds s'effectue dans les meilleures conditions d'économie et d'efficacité, les organismes prêteurs, désireux que le choix se porte sur l'offre économiquement la plus avantageuse, ne financent que les projets ayant fait l'objet d'un appel à la concurrence internationale, sous réserve de préférences accordées aux entreprises nationales du pays emprunteur.

### 2.1 Directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA

La politique de la Banque mondiale en ce qui concerne la passation des marchés de travaux financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA a été fixée par des **directives**, dont la dernière version révisée date d'octobre 2006.

#### 2.1.1 Appel à la concurrence internationale

Les directives adoptées par la BIRD et l'IDA posent clairement le principe de l'appel à la concurrence internationale pour la passation des marchés de travaux financés intégralement ou en partie sur les fonds provenant du prêt (art. 1.3). Et, en vue d'encourager la concurrence, les entreprises et les ressortissants de tous les pays sont admis à concourir (art. 1.6).

Le pays emprunteur doit envoyer un avis général de passation de marché à la Banque suffisamment à l'avance (art. 2.7) : il est

recommandé de prévoir un délai d'au moins 60 jours avant que le dossier d'appel d'offres ne soit mis à la disposition du public. La Banque fait publier cet avis dans *Development Business online* de l'ONU et dans *Development Gateway Market*. Pour les marchés importants, une préqualification des candidats peut être nécessaire : le texte de l'avis de préqualification doit alors être inséré, en plus, soit dans un journal de diffusion nationale du pays emprunteur, soit au journal officiel du pays concerné, soit sur un portail électronique d'accès libre (art. 2.8 et 2.10).

Les directives (art. 2.18) prévoient des délais suffisants pour permettre aux candidats éventuels de se rendre sur les lieux, de demander des éclaircissements et d'obtenir toutes informations complémentaires afin de pouvoir remettre une offre convenablement préparée.

Si les directives prévoient que le pays emprunteur peut, après ouverture des plis, « *demandar à tout soumissionnaire de préciser tel point de son offre* » (art. 2.46), il n'est en revanche « *pas permis de rejeter toutes les offres et d'en demander de nouvelles sur la base des mêmes documents d'appel d'offres et de marché à seule fin d'obtenir des prix inférieurs* » (art. 2.63). Mais si l'offre jugée la plus avantageuse est très supérieure aux estimations de coûts, le pays emprunteur peut, au lieu de lancer un nouvel appel d'offres, entamer des discussions avec le moins-disant « pour essayer d'obtenir un marché satisfaisant » (art. 2.63).

### 2.1.2 Préférences locales

La BIRD, étant une institution de développement, est soucieuse d'encourager les entreprises du pays emprunteur. C'est pourquoi une marge de préférence peut être accordée aux entrepreneurs nationaux pour les travaux exécutés dans les pays membres où le revenu par habitant est inférieur à un plafond préalablement fixé (art. 2.55 des directives). Le mécanisme est le suivant : lors de l'évaluation et de la comparaison des offres, celles émanant des entrepreneurs nationaux qualifiés et admis à bénéficier de la préférence sont classées à part, et un montant égal à 7,5 % du montant de l'offre est ajouté à chaque offre classée dans le groupe de celles émanant d'entreprises étrangères.

### 2.1.3 Appel d'offres restreint

Dans certains cas, l'appel à la concurrence internationale n'est pas la méthode de passation des marchés la plus économique ni la plus efficace. Les directives admettent alors l'appel d'offres international restreint lorsque les montants en jeu sont peu importants ; mais, dans ce cas, il n'est pas accordé de marge de préférence aux entreprises nationales lors de l'évaluation des offres (art. 3.2).

Il peut aussi être fait appel à la concurrence, dont la publicité est faite localement, pour des marchés de travaux qui, étant donné leur nature ou leur peu d'importance, n'intéresseront probablement pas des entreprises étrangères (travaux géographiquement dispersés ou étalés dans le temps ou demandant une main-d'œuvre importante) (art. 3.3).

### 2.1.4 Particularités concernant certains types de marchés

#### ■ Groupements d'entreprises

L'objectif de la BIRD étant de favoriser le développement industriel des pays emprunteurs, il est normal que soit encouragée la participation des entrepreneurs locaux au processus de passation des marchés. Ces derniers peuvent donc soumissionner seuls ou en association avec des entrepreneurs étrangers, mais « *la Banque n'accepte pas que la présentation d'une offre soit subordonnée à la constitution de groupements ou à d'autres formes d'association obligatoire entre entreprises* » (art. 1.10).

#### ■ Marchés sur dépenses contrôlées

La BIRD n'accepte les marchés sur dépenses contrôlées que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple quand l'opération présente des risques importants ou que les coûts ne peuvent pas être déterminés à l'avance avec suffisamment de précision. Il est bien précisé alors que ces marchés « *doivent comprendre des dispositions permettant de limiter les dépenses* » (art. 2.2).

#### ■ Marchés clés en mains

Dans certains cas comportant, par exemple, l'utilisation de procédés spéciaux ou de processus de fabrication étroitement intégrés, la BIRD autorise la passation de marchés clés en mains, c'est-à-dire que la conception et les études techniques, la fourniture et l'installation du matériel et réalisation d'une installation complète ou des travaux font l'objet d'un seul et même marché (art. 2.5).

### 2.1.5 Recommandations aux soumissionnaires

Les directives comportent une **annexe 3** qui s'adresse aux entrepreneurs candidats à l'attribution de marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA. Celle-ci est reproduite dans l'encadré 1.

## 2.2 Politique et règles de passation des marchés financés par la BERD

La BERD a défini sa politique en matière de passation de marchés dans le cadre des opérations qu'elle finance : les règles qu'elle applique (dernière version révisée : août 2000) sont proches de celles figurant dans les Directives de la BIRD et de l'IDA : l'appel d'offres ouvert est de règle (art. 3.1), les entreprises de tous pays, qu'ils soient ou non membres de la Banque, peuvent soumettre des offres de travaux (art. 2.6), l'avis général de passation de marché est publié dans la section *Procurement opportunities* de son site Web (art. 3.7). L'appel d'offres restreint (art. 3.10) et l'appel d'offres local (art. 3.13) sont réservés à des situations particulières. Il n'existe toutefois pas de préférence locale.

Comme l'ont fait les directives de la BIRD et de l'IDA, les règles de passation des marchés pour les projets financés par la BERD comportent une annexe 2 – « Directives à l'intention des soumissionnaires », directement inspirée des Recommandations aux soumissionnaires (reproduites dans l'encadré 1).

## 2.3 Accord de Cotonou

L'accord de partenariat signé à Cotonou le 23 juin 2000 a été complété par une « Réglementation générale » relative aux marchés financés par le FED qui a été adoptée le 7 octobre 2002.

Cette réglementation générale reprend et précise en détail les principes de passation et d'attribution des marchés dégagés par l'accord de Cotonou.

### 2.3.1 Appel à la concurrence et publicité

La participation aux appels d'offres et marchés financés par le FED est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises, privées ou publiques, de l'Union européenne et des États ACP (art. 2.1).

Cependant, « *dans le but d'assurer une rentabilité optimale du système* », les personnes physiques ou morales ressortissantes de pays en développement non ACP peuvent être autorisées à participer aux marchés financés par le FED (art. 2.2). Une telle démarche se justifie par exemple pour des États ACP enclavés ou insulaires, tributaires des distances, des difficultés de transports et des délais de livraison entraînant un renchérissement excessif du coût d'exécution des marchés.



## Encadré 1 – Annexe 3 – Recommandations aux soumissionnaires

**Objet**

1. La présente Annexe s'adresse aux fournisseurs et entrepreneurs qui souhaitent concourir pour l'attribution de marchés financés au moyen de prêts de la Banque.

**Responsabilité de la passation des marchés**

2. L'Emprunteur seul assume la responsabilité de l'exécution du projet, et donc du paiement des fournitures, travaux et services dans le cadre du projet. Pour sa part, la Banque, conformément à ses Statuts, doit veiller à ce que les fonds provenant d'un prêt de la Banque soient versés uniquement à mesure que les dépenses sont encourues. Les décaissements du produit d'un prêt ne sont effectués qu'à la demande de l'Emprunteur. Les pièces justifiant que les fonds sont utilisés conformément à l'Accord de prêt et/ou au Plan de passation des marchés doivent être soumises conjointement à la demande de retrait de l'Emprunteur. Le paiement doit être effectué (i) pour rembourser l'Emprunteur du ou des paiements déjà effectué(s) sur ses propres ressources, (ii) directement à une partie tierce (généralement un fournisseur ou un entrepreneur) ou (iii) à une banque commerciale pour les dépenses qui correspondent à un Engagement spécial de la Banque et qui couvre la lettre de crédit d'une banque commerciale (1). Comme le souligne le paragraphe 1.2 des Directives, l'Emprunteur est l'entité légalement responsable de la passation des marchés. Il lance l'appel d'offres, reçoit et évalue les offres, et attribue le marché. Le marché engage l'Emprunteur et le fournisseur ou l'entrepreneur. La Banque n'est pas partie au marché.

**Rôle de la Banque**

3. Ainsi qu'il est dit au paragraphe 1.11 des Directives, la Banque examine les procédures de passation des marchés, les documents, l'évaluation des offres, les recommandations relatives à l'attribution du marché et le contrat pour s'assurer du respect des procédures convenues, conformément aux dispositions de l'Accord de prêt. Dans le cas de marchés importants, les documents sont examinés par la Banque avant leur mise à la disposition des candidats, comme il est indiqué à l'Annexe 1. Si la Banque, à un stade quelconque du processus (et ce, même après l'attribution du marché), détermine que les procédures convenues avec l'Emprunteur n'ont pas été respectées sur un point essentiel, elle peut constater la non-conformité de la passation du marché aux procédures convenues, comme il est indiqué au paragraphe 1.12 des Directives. Cependant, si l'Emprunteur a attribué le marché après avoir reçu de la Banque un « avis de non-objection », la Banque ne déclarera la passation du marché non conforme que si elle a donné cet avis sur la base de la communication par l'Emprunteur d'informations incomplètes, erronées ou volontairement inexactes. En outre, si la Banque établit que des représentants de l'Emprunteur ou du soumissionnaire se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, elle peut appliquer les sanctions prévues au paragraphe 1.14 des Directives.

4. La Banque a publié des *Dossiers types d'appel d'offres* pour diverses catégories de marchés. Comme le spécifie le paragraphe 2.12 des Directives, l'Emprunteur est tenu d'utiliser ces documents, en ne leur apportant que le minimum de modifications indispensables pour satisfaire aux exigences particulières du projet et du pays. Les documents de préqualification et d'appel d'offres sont définitivement mis au point et publiés par l'Emprunteur.

**Information sur les passations de marchés**

5. L'Avis général de passation de marchés et les Avis de passation des marchés spécifiques décrits dans les paragraphes 2.7 et 2.8 des Directives, donnent des informations sur les marchés qui doivent faire l'objet d'AOL. Les entreprises intéressées trouveront des recommandations générales sur les possibilités de participation, et des indications préliminaires sur les opportunités que pourraient leur offrir les projets en cours de préparation sur le site de la Banque mondiale (2) et auprès de l'Infoshop (3). Le document d'évaluation de projet (Project Appraisal Document) peut aussi être obtenu à l'Infoshop et sur le site de la Banque mondiale après l'approbation du prêt correspondant.

**Rôle du candidat**

6. Lorsqu'il a reçu le dossier de préqualification ou d'appel d'offres, le candidat doit soigneusement étudier ces documents pour déterminer s'il lui sera possible de satisfaire aux diverses conditions techniques, commerciales et contractuelles et, dans l'affirmative, commencer à préparer son offre. Il est recommandé au candidat, à ce stade, d'analyser très attentivement les documents pour déceler toute ambiguïté, omission ou contradiction interne, ou tout élément des spécifications ou d'autres clauses qui lui paraîtrait peu clair, discriminatoire ou restrictif ; en pareil cas, le candidat devrait demander des éclaircissements à l'Emprunteur, par écrit, dans les délais spécifiés à cet effet dans les documents d'appel d'offres.

7. Les critères et la méthode de sélection du soumissionnaire auquel le marché sera attribué sont indiqués dans le dossier d'appel d'offres, généralement dans les Instructions aux soumissionnaires et les spécifications du marché. Tout éclaircissement jugé nécessaire devra de la même façon être demandé à l'Emprunteur.

8. À ce sujet, il importe de souligner, comme il est précisé au paragraphe 1.1 des Directives, que chaque marché est régi par le dossier d'appel d'offres publié par l'Emprunteur en vue de la passation de ce marché particulier. Si l'une quelconque des dispositions de ce dossier leur paraît incompatible avec les Directives, les candidats doivent également s'adresser à l'Emprunteur.

9. Il appartient aux candidats de signaler toute ambiguïté, contradiction, omission, etc., avant de soumettre leur offre, de manière à pouvoir présenter une offre pleinement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, accompagnée de toutes les pièces demandées dans ce dossier. Les offres ne satisfaisant pas aux dispositions essentielles (à caractère technique et commercial) seront rejetées. Les candidats qui souhaitent s'écarter des dispositions du dossier sur un point non essentiel, ou proposer une variante, doivent d'abord indiquer le prix offert pour une offre strictement conforme, puis indiquer séparément le rabais qu'ils offriraient au cas où la variante qu'ils proposent serait acceptée. Les variantes ne doivent être proposées que lorsqu'elles sont autorisées par le dossier d'appel d'offres. Après réception des offres et ouverture des plis en séance publique, il ne sera ni demandé ni permis aux soumissionnaires de modifier le prix ou le contenu de leurs offres.

**Caractère confidentiel de la procédure**

10. Comme il est indiqué au paragraphe 2.47 des Directives, aucune information ne sera diffusée au sujet de l'évaluation en cours avant la publication de l'attribution du marché. Cette réserve totale est indispensable pour protéger ceux qui participent à l'évaluation du côté de l'Emprunteur et à l'examen de cette évaluation du côté de la Banque contre toute possibilité, réelle ou perçue, d'ingérences inappropriées. Les soumissionnaires qui, à ce stade, souhaiteraient apporter un complément d'information à l'Emprunteur et/ou à la Banque doivent le faire par écrit.

**Action de la Banque**

11. Les candidats sont libres d'envoyer copie à la Banque des communications adressées à l'Emprunteur au sujet de toute question ou problème, ou d'écrire directement à la Banque s'ils n'obtiennent pas rapidement de réponse de l'Emprunteur ou si l'objet de la communication est une plainte contre l'Emprunteur. En pareils cas, ils doivent adresser toute correspondance au Responsable du projet (*Task Team Leader*), avec copie au Directeur pour le pays emprunteur (*Country Director*) et au Conseiller régional pour la passation des marchés (*Regional Procurement Advisor*). Le nom du Responsable du projet figure dans le document d'évaluation du projet (*Project Appraisal Document*).

12. Lorsqu'elle reçoit des questions des candidats potentiels avant la date limite de remise des offres, la Banque, si elle le juge utile, transmet ces questions à l'Emprunteur, pour suite à donner, en lui faisant part de ses observations et avis.

13. Les communications reçues des candidats après l'ouverture des offres sont traitées de la manière indiquée ci-après. Si le marché en cause n'est pas soumis à l'examen préalable de la Banque, les communications sont transmises à l'Emprunteur, pour qu'il en tienne dûment compte et leur donne les suites appropriées, celles-ci devant être ultérieurement examinées par les services de la Banque au cours de leurs missions de supervision. Dans le cas de marchés devant faire l'objet d'un examen préalable, la Banque examine la communication, en consultation avec l'Emprunteur. Les renseignements additionnels qui pourraient être nécessaires pour mener ce processus à bien sont obtenues auprès de l'Emprunteur. Si des éclaircissements ou des renseignements supplémentaires doivent être fournis par le soumissionnaire, la Banque demande à l'Emprunteur de les obtenir, de commenter les éléments d'information reçus et, le cas échéant, de les incorporer dans le rapport d'évaluation. L'examen de la Banque ne pourra être achevé tant que la communication n'aura pas été pleinement étudiée et prise en compte.

14. Sauf pour accuser réception des communications reçues, la Banque ne prend aucun contact et n'échange aucune correspondance avec les candidats tant que l'évaluation des offres et l'examen de la passation du marché ne sont pas achevés et que l'attribution du marché n'a pas été publiée.

**Échange d'informations après l'attribution**

15. Ainsi que le spécifie le paragraphe 2.65, si, après notification de l'attribution du marché, un soumissionnaire souhaite connaître les motifs pour lesquels son offre n'a pas été retenue, il doit s'adresser à l'Emprunteur. S'il n'est pas satisfait de l'explication reçue et s'il souhaite rencontrer un représentant de la Banque, il doit s'adresser au Conseiller régional pour la passation des marchés de la région dont relève le pays emprunteur, qui organisera une réunion avec les personnes de la Banque compétentes au niveau approprié. Au cours de cette réunion, seule pourra être examinée l'offre du soumissionnaire et la discussion ne portera en aucun cas sur les offres concurrentes.

(1) On trouvera une description complète des procédures de décaissement dans le Manuel de décaissement, disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org/projects>

(2) <http://www.worldbank.org>

(3) L'adresse de l'Infoshop est la même que celle de la Banque mondiale (1818 H Street, NW, Washington, DC 20433, USA). La base de données des projets (Project Database) est disponible à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/projects/>

La participation de pays tiers aux marchés cofinancés par le FED et d'autres bailleurs de fonds est également autorisée (art. 2.2).

Lorsque la décision est prise de financer un projet, l'information est publiée au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), souvent plusieurs mois avant le lancement des appels d'offres, ce qui permet d'attirer l'attention des entreprises intéressées déjà à ce stade de la vie du projet.

Les avis d'appels d'offres sont publiés conjointement au JOUE et dans les journaux officiels de tous les États ACP, sur Internet et dans tout autre média approprié. L'avis de marché publié localement doit être identique à celui publié au JOUE et sur Internet et doit être publié simultanément (art. 20.1.1).

Le délai de présentation des offres est au minimum de 90 jours (art. 20.5).

### 2.3.2 Préférences aux États ACP

« Des mesures propres à favoriser une participation aussi étendue que possible des personnes physiques et morales des États ACP à l'exécution des marchés financés par le FED » (art. 3.8) sont souhaitées « afin de permettre une utilisation optimale des ressources physiques et humaines de ces États » (art. 3.8).

Tout d'abord, une procédure d'appel d'offres publié localement (c'est-à-dire dans le ou les États ACP concernés) est prévue pour les marchés de travaux dont le coût estimatif est inférieur à 5 millions d'euros (art. 19.2.1).

De toute façon, « dans le cas des marchés de travaux d'une valeur inférieure à 5 millions d'euros, les soumissionnaires des États ACP bénéficient, pour autant qu'un quart au moins du capital et des cadres soit originaire d'un ou de plusieurs États ACP, d'une préférence de 10 % dans la comparaison des offres de qualité économique et technique équivalente » (art. 3.8).

Par ailleurs, lorsque la sous-traitance est autorisée par les conditions d'appel d'offres, le soumissionnaire retenu doit accorder la préférence aux entreprises des États ACP « capables d'exécuter le marché dans les mêmes conditions » (art. 3.8).

L'État ACP attribue en principe le marché au soumissionnaire qui a présenté « l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire l'offre la moins chère des offres classées techniquement conformes lors de l'analyse technique » (art. 20.10.1).

Mais, lorsque deux soumissions sont reconnues équivalentes, selon les critères énoncés ci-avant, la préférence est donnée à l'offre d'une entreprise ressortissante d'un État ACP ou, à défaut, à l'offre « qui permet la meilleure utilisation des ressources physiques et humaines des États ACP » ou qui ouvre « les meilleures possibilités de sous-traitance » aux sociétés et entreprises de ces États, ou encore à un « consortium de personnes physiques, d'entreprises ou de sociétés des États ACP et de la communauté européenne » (art. 20.10.1).

### 2.3.3 Marchés négociés et procédure simplifiée

Pour les marchés d'une **valeur supérieure à 5 millions d'euros**, la règle de principe est l'appel d'offres ouvert international, mais les marchés peuvent être passés par procédure négociée :

- en cas d'urgence impérieuse non imputable à l'autorité contractante ;
- pour les travaux complémentaires techniquement ou économiquement indissociables du marché principal ou strictement nécessaires à son achèvement dans la limite d'une augmentation de 50 % ;
- en cas d'appel d'offres demeuré infructueux.

Pour les marchés d'une **valeur inférieure à 300 000 €**, l'article 19.3.1 de la réglementation générale relative aux marchés financés par le FED prévoit une « *procédure simplifiée avec trois entrepreneurs, sans publication d'un avis de marché* ».

## 3. Lutte contre la corruption

Une **convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales** a été signée à Paris le 17 décembre 1997 par les 30 pays de l'OCDE. Entrée en vigueur le 29 septembre 2000, elle a été transposée en France dans le code pénal par deux lois du 30 juin 2000 et du 13 novembre 2007. Cette convention rappelle que « *la corruption est un phénomène répandu dans les transactions commerciales internationales, y compris dans le domaine des échanges et de l'investissement, qui suscite de graves préoccupations morales et politiques, affecte la bonne gestion des affaires publiques et le développement économique et fausse les conditions internationales de concurrence* » et reconnaît « *le rôle des gouvernements dans la prévention des sollicitations de pots-de-vin de la part des individus et des entreprises dans les transactions commerciales internationales* ».

La convention impose (art. 3) aux États signataires de punir la corruption d'un agent public étranger de « *sanctions pénales efficaces, proportionnées et dissuasives* ». Est ainsi punie de 10 ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende la corruption active de fonctionnaires étrangers ou d'organisations internationales (art. 435-3 du code pénal) ou de magistrats, arbitres ou experts judiciaires (art. 435-9 du même code).

Les **directives adoptées par la BIRD et l'IDA** (art. 1.14 et 1.15), tout comme les règles de passation des marchés pour les projets financés par la BERD (art. 2.9), ont voulu poser des règles d'éthique stricte en ce qui concerne la fraude et la corruption : s'il est établi qu'une entreprise s'est rendue coupable de corruption pour obtenir un marché, la proposition d'attribution du marché sera rejetée par la Banque ; celle-ci peut également annuler la portion du financement qu'elle a accordé si elle établit des pratiques de corruption pendant la procédure de passation ou l'exécution du marché. Enfin, l'exclusion, définitive ou temporaire, d'une entreprise de toute attribution des marchés financés par la Banque est possible en cas de faits de corruption avérés. Il existe un Comité des sanctions à la Banque mondiale qui prend lui-même la décision de procéder à une exclusion, l'objectif de la Banque étant de réprimer et prévenir les actes de corruption tout en ne s'arrogeant pas les prérogatives judiciaires d'un État souverain.

La **réglementation générale relative aux marchés financés par le FED** va dans le même sens, en apportant des précisions utiles (art. 7) : « *En particulier, tous les dossiers d'appels d'offres et contrats, pour la réalisation de prestations de services, de travaux ou l'obtention de fournitures, devront intégrer une clause spécifiant que toute offre sera rejetée ou tout contrat annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou son exécution aura donné lieu au versement de frais commerciaux extraordinaires. Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade* ».

## 4. Exécution des marchés

### 4.1 Points visant l'exécution des contrats figurant dans les directives de la BIRD et de l'IDA

Bien qu'elles soient intitulées « directives concernant la **passation** des marchés », les directives adoptées par la BIRD et l'IDA consacrent un certain nombre de développements à leurs conditions d'**exécution**.

Il y est tout d'abord mentionné (art. 2.38) que les documents du marché doivent indiquer clairement l'étendue des travaux à réaliser et « les fonctions et pouvoirs de l'ingénieur-conseil, de l'architecte ou du maître d'ouvrage délégué en ce qui concerne la supervision et le suivi de l'exécution du marché ».

On relèvera plus particulièrement que :

- les marchés de travaux doivent prévoir, « *le cas échéant, des avances de démarrage, des avances pour le matériel ou les matériaux de l'entrepreneur, des paiements par tranches, et la constitution de retenues de garantie raisonnables* » (art. 2.34) ;
- pour les marchés de travaux portant sur plus de 18 mois, une clause de révision des prix doit être prévue (art. 2.24) ;
- pour les marchés de travaux, le dossier d'appel d'offres doit demander la constitution d'une garantie de bonne exécution (dite « *garantie de bonne fin* ») « *d'un montant suffisant pour protéger l'emprunteur au cas où l'entrepreneur manquerait à ses obligations contractuelles* » (art. 2.39) ;
- le marché doit prévoir des pénalités « *d'un montant raisonnable* » en cas de retard dans l'achèvement des travaux (art. 2.41).

## 4.2 Cahiers des charges FIDIC et FED

■ La Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC) a mis au point des « *Conditions de contrat applicables aux marchés de travaux de génie civil* », communément appelées « Conditions » ou « Cahier des charges FIDIC ».

Ce contrat type est le document contractuel de référence pour la plupart des projets financés par la Banque mondiale ; sa quatrième édition (1990) reprend toujours la structure traditionnelle du système britannique de contrat de construction, où l'ingénieur dispose de larges prérogatives dans la supervision de l'exécution des travaux, mais sa rédaction a été allégée pour le rendre plus accessible au non-spécialiste.

La dernière édition des Conditions FIDIC (mars 2006) revêt la forme d'un contrat de construction harmonisé, agréé par les banques de développement multilatérales : sa traduction française est toujours actuellement en préparation.

■ Après la signature de Lomé IV (15 décembre 1989) et différentes mesures transitoires, le Conseil des ministres ACP-CEE a adopté un Cahier général des charges relatif aux marchés de travaux financés par le FED qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991.

Ce Cahier des charges a été également adopté par le Conseil des Communautés européennes pour les marchés de travaux financés par le FED dans les PTOM. Il a été maintenu par la décision du Conseil des ministres ACP-CE du 7 octobre 2002 relative à la mise en œuvre de l'accord de Cotonou.

■ Alors que les précédentes éditions des Conditions générales FIDIC (1977) et du Cahier des charges FED (1973) étaient assez sensiblement différentes, les premières se rattachant aux pratiques du droit anglo-saxon (recensement de tous les cas de figure possibles avant d'édicter telle clause du contrat), le second étant très nettement inspiré par le CCAG (Cahier des clauses administratives générales) français des marchés publics de travaux, les points de vue se sont rapprochés : la nouvelle version des conditions FIDIC a limité les pouvoirs de l'ingénieur, tandis que le nouveau Cahier des charges FED a consacré l'autonomie de la maîtrise d'œuvre et allégé les conditions d'indemnisation en cas d'augmentation ou de diminution de la masse des travaux, au profit d'un traitement des réclamations plus ouvert.

On trouvera, sous forme de tableaux comparatifs, l'essentiel des dispositions figurant dans les Conditions générales FIDIC de 1990 et les Cahiers généraux des charges FED (tableau 2), ainsi que la liste des principaux points toujours détaillés par les documents particuliers propres à chaque marché (tableau 3).

**Nota :** les tableaux 2 et 3 sont placés en fin d'article.

## 4.3 Conditions générales d'exécution pour les « petits travaux »

La BIRD et l'IDA ont préparé un dossier type d'appel d'offres international pour les marchés de travaux évalués à moins de 10 millions de dollars US, dont les « Conditions générales du Contrat » « *se fondent sur une expérience internationale considérable d'élaboration et d'administration des contrats, tout en prenant en compte une tendance actuelle de l'industrie de la construction favorisant l'adoption d'un langage simple et direct* ».

On trouvera dans l'encadré 2 la table des clauses figurant dans la dernière version (mai 2004) de ces Conditions générales, dont l'utilisation devrait, selon la Banque mondiale, « *promouvoir une couverture complète et l'acceptation généralisée de dispositions contractuelles, permettant ainsi (...) d'accumuler une jurisprudence solide* ».

## 5. Garanties exigées des titulaires de marchés

Les usages du commerce internationale, notamment en matière de marchés de travaux, font que l'entrepreneur qui souhaite exporter ses services est tenu de fournir à son client des **garanties** ou « **cautions** » destinées à assurer ce dernier du bon déroulement des travaux et de l'achèvement de l'ouvrage.

La durée et l'importance des marchés de travaux, pouvant être projetés, accroissent en effet les risques pour l'acheteur étranger qui redoute que l'exportateur conteste sa responsabilité en cas de mauvaise exécution ou de non-exécution des obligations contractuelles, et qui cherche, par conséquent, à se prémunir contre un refus d'exécuter un ouvrage ou de réparer un défaut de construction par exemple.

Les principales garanties exigées des titulaires de marchés sont la **caution de soumission** et la **garantie de bonne fin**, les deux pouvant revêtir la qualification de garantie à première demande.

### 5.1 Garantie d'offre (ou caution de soumission)

C'est une garantie tendant à contraindre une entreprise qui soumissionne à un appel d'offres à signer le marché si son offre est retenue.

Autrement dit, un retrait de soumission prématuré ou un refus de signer le marché expose l'entreprise à une mise en jeu de la caution de soumission, c'est-à-dire à un paiement d'une indemnité forfaitaire en cas de non-conclusion du contrat.

Les directives adoptées par la BIRD et l'IDA prévoient à cet égard (art. 2.14) que le pays emprunteur peut demander aux candidats de constituer une « **garantie d'offre** » dont le montant et la forme seront précisés dans le dossier d'appel d'offres. Cette garantie doit, de toute façon, rester « *valable 4 semaines de plus que l'offre, afin de laisser à l'emprunteur le temps d'agir s'il doit l'appeler* ».

Les directives adoptées par la BIRD et l'IDA prévoient de plus que « *le format de la garantie d'offre doit être conforme au dossier type d'appel d'offres et elle devra être émise par une banque connue ou par une institution financière sélectionnée par le soumissionnaire. Si l'institution qui émet la garantie est située hors du pays de l'Emprunteur, elle doit avoir une institution financière correspondante dans le pays de l'Emprunteur pour garantir qu'elle peut être appelée* ».



## Encadré 2 – Table des clauses des Conditions générales du Contrat du dossier type d'appel d'offres de la Banque mondiale pour les « petits travaux » (mai 2004)

### A. Généralités

1. Définitions
2. Interprétation
3. Langue et droit
4. Décisions de l'administrateur du projet
5. Délégation
6. Communications
7. Sous-traitance
8. Autres entrepreneurs
9. Personnel
10. Risques incombant à l'employeur et à l'entrepreneur
11. Risques incombant à l'employeur
12. Risques incombant à l'entrepreneur
13. Assurances
14. Rapports d'études du site
15. Questions relatives aux conditions particulières du contrat
16. Obligation d'exécuter les travaux
17. Obligation de terminer les travaux à la date d'achèvement prévue
18. Approbation de l'administrateur du projet
19. Sécurité
20. Découvertes
21. Possession du site
22. Accès du site
23. Instructions, inspections et audits
24. Différends
25. Procédures de règlement des différends
26. Remplacement de l'arbitre

### B. Maîtrise du temps

27. Programme
28. Report de la date d'achèvement prévue
29. Achèvement anticipé
30. Délais décidés par l'administrateur du projet
31. Réunions de gestion
32. Prévision des événements

### C. Contrôle de qualité

33. Identification des défauts
34. Inspections
35. Correction des défauts
36. Défauts non corrigés

### D. Maîtrise des coûts

37. Devis quantitatif
38. Modifications des quantités
39. Variations
40. Paiement des variations
41. Prévisions de flux de trésorerie
42. Certificats de paiement
43. Paiements
44. Événements donnant droit à compensation
45. Fiscalité
46. Devises
47. Ajustements des prix
48. Retenues
49. Dommages et intérêts convenus
50. Bonus
51. Avance
52. Garanties
53. Travail à la journée
54. Coût des réparations

### E. Fin du contrat

55. Achèvement
56. Transfert
57. Comptabilité finale
58. Manuels de fonctionnement et d'entretien
59. Résiliation
60. Paiement en cas de résiliation
61. Propriété
62. Exonération de l'obligation d'exécution
63. Suspension du prêt ou du crédit de la Banque mondiale

## 5.2 Garantie de bonne fin (ou de bonne exécution)

La garantie de bonne fin (ou de bonne exécution) a pour objet de protéger le maître de l'ouvrage d'une défaillance de l'entrepreneur qui se trouverait dans l'incapacité de mener à son terme l'exécution des travaux dans les conditions prévues par le contrat.

Elle peut se traduire par le versement d'une **indemnité** par la banque ou l'établissement financier qui s'est porté garant (en anglais : *Fulfillment guarantee*) ou par un **engagement de faire** de ce dernier (en anglais : *Performance bond*), c'est-à-dire mener à bien l'exécution du marché interrompu par le titulaire en faisant appel à d'autres entrepreneurs pour terminer les travaux.

Les Conditions générales FIDIC et les Cahiers généraux des charges FED prévoient la mise en place d'une garantie de bonne exécution (voir leurs caractéristiques : tableau 2, cas 8 « Cautionnement et garantie de bonne exécution »). L'existence d'une telle garantie dans les marchés de travaux bénéficiant d'un financement international est ancienne et fait partie des recommandations figurant dans les directives adoptées par la BIRD et l'IDA (art. 2.39 : le dossier d'appel d'offres doit prévoir la mise en place d'une garantie de bonne fin « *au cas où l'entrepreneur manquerait à ses obligations* »).

La caractéristique commune de la mise en jeu des garanties de bonne exécution exigées par les Conditions FIDIC et les Cahiers généraux des charges FED est de devoir être justifiée. Le modèle de garantie de bonne exécution figurant dans les Conditions particulières FIDIC prévoit en effet que l'obligation du garant d'indemniser le maître de l'ouvrage ne prendra effet que sur notification conjointe de ce dernier et de l'entrepreneur ou bien après réception d'une sentence arbitrale chiffrant les dommages-intérêts payables au maître de l'ouvrage. Les Cahiers généraux des charges FED (art. 15.7) se bornent à imposer au maître d'ouvrage de notifier ses griefs avant d'appeler la garantie et aucune objection n'est possible de la part du garant. À cet égard, la garantie de bonne exécution des Cahiers des charges FED s'analyse en une garantie à première demande justifiée puisque le bénéficiaire doit motiver sa demande, mais que le garant ne peut la contester.

## 5.3 Garantie à première demande

La garantie à première demande se caractérise par son automaticité. Son paiement par le garant est inéluctable, sauf si l'appel de la garantie par le maître de l'ouvrage qui en bénéficie est manifestement frauduleux ou abusif, la fraude ou l'abus étant appréciés au cas par cas par les tribunaux.

Bien que non expressément désignée comme telle, la garantie de bonne exécution exigée par les Cahiers des charges FED s'apparente clairement à une garantie à première demande, celle prévue par les Conditions FIDIC étant, de ce point de vue, nettement en retrait (§ 4.2).

La tendance est, en tout cas, à la généralisation de telles garanties, puisque leur apparition a été consacrée dans le droit français des marchés publics (voir dossier [C 72], § 2.3.6).

Il faut cependant distinguer garantie à première demande pure et simple et garantie à première demande justifiée (la seconde catégorie étant celle à laquelle se rattache la garantie de bonne exécution des Cahiers des charges FED). Dans le premier cas, le garant doit payer même si la preuve de la mise en jeu de la garantie pour défaut d'exécution de l'entreprise n'est pas apportée. Certes, dans le second cas, les justifications apportées peuvent n'être pas suffisamment convaincantes, mais au moins le maître de l'ouvrage est tenu de prouver ce qu'il allègue.

Quelle que soit sa formulation, la garantie à première demande fait néanmoins courir des risques aux exportateurs, car elle peut être détournée de son objet véritable par des clients peu scrupuleux la faisant jouer pour des motifs fallacieux ou inexistantes, aux seules fins de se procurer des fonds à bon compte.



## 6. Couverture des risques pris par les entreprises

La sécurité des créances commerciales des entreprises exécutant des travaux à l'étranger implique un minimum de garanties tendant à assurer l'exportateur contre les risques politiques et commerciaux mettant en péril le recouvrement normal des sommes qui lui sont dues.

En France, le **risque d'insolvabilité** des acheteurs étrangers est susceptible d'être assuré auprès de telle ou telle compagnie d'assurances habilitée à pratiquer en France l'assurance contre les risques ordinaires; en revanche, les **risques politiques**, dont l'ampleur peut être considérable, sont restés en dehors de leur champ d'attribution, depuis que l'État a créé, en 1946, la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), chargée d'assurer le service public de l'assurance-crédit à l'exportation et dont l'objet est de garantir la bonne fin des opérations du commerce extérieur du pays.

Jusqu'à la privatisation de l'UAP (Union des assurances de Paris) en 1994, l'État, par le biais d'entreprises publiques [AGF (Assurances générales de France), BFCE (Banque française du commerce extérieur), Crédit Lyonnais et Scor (Société commerciale de réassurance)], détenait la majorité du capital de la Coface. Tel n'est plus le cas maintenant, puisque l'UAP et sa filiale de réassurance Scor, aujourd'hui privatisées, avec 20 % du capital, ont rendu la puissance publique minoritaire dans celui-ci.

La Coface continue néanmoins à assurer ses missions traditionnelles de service public avec, en 1993, une aide de l'État de 5,2 milliards, sans laquelle elle n'aurait pu faire face aux 16 milliards de francs d'indemnités qu'elle a dû verser la même année.

En application de l'article R. 442-1 du Code des assurances, la Coface garantit et gère, « pour le compte de l'État et sous son contrôle », « les risques commerciaux, politiques, monétaires, catastrophiques » liés aux échanges internationaux et ce « dans l'intérêt du commerce extérieur de la France ».

Il peut s'agir des risques supportés par les fournisseurs (c'est-à-dire les entreprises exportatrices), auquel cas la garantie souscrite est de type « crédit fournisseur », ou par les établissements de crédit concernés par un non-remboursement de prêt consenti à l'acheteur (police « crédit acheteur »). Seules les polices « crédit fournisseur » concernent les entreprises exécutant des travaux à l'étranger.

### 6.1 Garantie des risques politiques et commerciaux

Selon l'article R. 442-8-2 du Code des assurances, la définition et la réalisation de ce type de risque diffèrent selon la qualité de l'acheteur :

- Si l'acheteur étranger est une administration publique ou une société chargée d'un service public, le risque politique et commercial est constitué dès lors que le client « ne s'est pas acquitté de sa dette et que le non-paiement n'est pas dû à l'inexécution des clauses et conditions du contrat ».
- Si l'acheteur étranger est un client privé, il faut en outre, pour que le risque **politique** soit réalisé, que le non-paiement « provienne de l'une des causes suivantes :
  - guerre civile ou étrangère, révolution, émeute ou autres faits analogues survenus dans le pays de résidence du débiteur;
  - moratoire édicté par les autorités administratives de ce pays ».

En l'absence de tels événements, le risque de non-paiement s'analyse simplement en un risque **commercial** garanti moyennant le paiement d'une prime distincte.

### 6.2 Garantie des risques catastrophiques

La définition du risque catastrophique est donnée par l'article R. 442-8-3 du Code des assurances : celui-ci se trouve réalisé lorsque le client étranger « est empêché de tenir ses engagements par suite d'un cataclysme tel que cyclone, inondation, raz de marée, tremblement de terre, éruption volcanique ».

### 6.3 Garantie des risques monétaires

Aux termes de l'article R. 442-8-4 du Code des assurances, les risques monétaires comprennent le risque de transfert et le risque de change.

Le **risque de transfert** est réalisé lorsque « des événements politiques, des difficultés économiques » ou un changement de législation du pays d'accueil « empêchent ou retardent le transfert des fonds » versés par le client étranger. C'est surtout pour des travaux importants à l'étranger, supposant une part de bénéfices rapatriables, que la garantie d'un tel risque peut être amenée à jouer.

Le **risque de change** est, quant à lui, réalisé lorsque « le cours de la monnaie étrangère prévue par le contrat est, le jour de l'encaissement de la créance garantie, inférieur au cours sur la base duquel la garantie est accordée ». Le nouveau contrat CIME de la Coface garantit un montant fondé sur les prévisions de vente ou d'achat de l'entreprise avec, chaque trimestre, une comparaison des prévisions avec les montants réellement facturés. La couverture est possible sur 20 devises. Une clause est prévue permettant à l'assuré de conserver jusqu'à 75 % des gains en cas d'évolution favorable de la devise.

### 6.4 Techniques d'indemnisation

En pratique, les modalités d'indemnisation revêtent les formes suivantes :

- La garantie apportée par la Coface porte d'abord sur le « **risque de fabrication** », c'est-à-dire le risque d'interruption de marché par le maître d'ouvrage, laissant à la charge de l'entreprise exportatrice les frais qu'elle a déjà engagés pour l'exécution de son contrat et qu'elle ne pourra récupérer puisque l'opération n'est pas menée à son terme (achats de matériaux, mise en place de matériels, frais de personnel, recours à des sous-traitants, par exemple).
- La garantie porte ensuite sur le « **risque de crédit** », c'est-à-dire le risque de non-règlement total ou partiel de la créance. Il faut observer ici que si la détérioration de la situation de l'acheteur privé est conçue de façon extensive dans les polices de la Coface (puisque la garantie dépasse habituellement la seule insolvabilité du débiteur, judiciairement constatée ou non, et s'étend à son défaut de paiement prolongé pendant un certain délai), en revanche la Coface, devant une contestation du bien-fondé de la créance par le client étranger, considère qu'il ne lui appartient pas, en sa qualité d'assureur, de prendre parti et diffère l'indemnisation jusqu'à ce que le litige ait été tranché par le juge ou l'arbitre prévu au marché.
- Le règlement de l'indemnité n'est donc pas automatique et ce d'autant plus que, aussi bien en risque de fabrication qu'en risque de crédit, il n'intervient qu'à l'issue d'un « délai constitutif de sinistre » qui est de 2 à 6 mois selon la nature du risque et le type de police. La Coface justifie l'existence de ce délai par la nécessité de ne pas confondre un sinistre véritable avec un simple ajournement de l'exécution du marché (risque de fabrication) ou un défaut de ponctualité dans les règlements (risque de crédit), qui peuvent trouver une solution amiable entre-temps.

Enfin, l'assuré conserve toujours à sa charge une participation aux risques, la « **quotité garantie** » par la Coface n'excédant pas 90 % pour les risques politiques ou catastrophiques et 85 % pour le risque commercial.

## 7. Règlement des différends

Les directives adoptées par la BIRD et l'IDA prévoient (art. 2.43) que « *les clauses et conditions du marché doivent indiquer le droit applicable et l'instance compétente pour le règlement des litiges* » et recommandent l'arbitrage commercial international pour les marchés de travaux.

Sous les auspices de la BIRD, a en tout cas été créé (convention de Washington du 18 mars 1965) le CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements) qui a pour objet d'offrir des moyens de conciliation et d'arbitrage en matière de contentieux de l'investissement entre États récepteurs (ou les personnes publiques qui les représentent) et investisseurs étrangers.

De leur côté, les Conditions générales FIDIC de 1990 ont opté pour le Règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) (voir tableau 2, cas 11B).

Les « Conditions générales du Contrat » du dossier type d'appel d'offres de la Banque mondiale pour les « petits travaux » (mai 2004) laissent aux Conditions particulières le soin de choisir la procédure d'arbitrage, et proposent notamment les règles d'arbitrage de la CNUDCI (Commission des Nations unies pour le droit commercial international), de la CCI, ou encore les règles de l'Institut d'arbitrage de la chambre de commerce de Stockholm, ou les règles de la Cour d'arbitrage internationale de Londres.

L'arbitrage CIRDI, comme l'arbitrage CCI, présentent tous deux la caractéristique commune d'être des arbitrages **institutionnels**, c'est-à-dire d'être des institutions à vocation générale proposant à la fois un **règlement** d'arbitrage et une **administration** de cet arbitrage.

Le règlement de procédure de conciliation et d'arbitrage prévu pour les marchés financés par le FED (voir tableau 2, cas 11B) se présente, quant à lui, comme un système de règlement des litiges autonome, entièrement administré par le tribunal arbitral constitué par les parties.

### 7.1 Arbitrage CIRDI

Le CIRDI n'a pas pour mission de régler directement les litiges ; il met seulement à la disposition des parties qui ont prévu son recours la possibilité d'obtenir la constitution d'un tribunal arbitral qui jugera leur différend.

Le Secrétaire général du CIRDI, principal fonctionnaire du Centre, en est le représentant légal et le greffier. Il peut refuser l'enregistrement d'une demande d'arbitrage qui excéderait **manifestement** la compétence du Centre ; ce pouvoir limité « *d'opérer un tri* » entre les requêtes peut s'expliquer par le fait que les différends susceptibles d'être soumis à l'arbitrage CIRDI doivent être « *d'ordre juridique* » et « *en relation avec un investissement* ». Les simples conflits d'intérêts ne peuvent donc donner lieu à arbitrage ; seuls les différends relatifs à l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation (par exemple, prétendue rupture de contrat ou montant d'une indemnité) sont arbitrables. Quant à la notion d'« *investissement* », si elle exclut des contrats commerciaux courants (par exemple, vente ou mandat), elle recouvre néanmoins les transactions impliquant l'engagement de ressources substantielles telles que les gros marchés de construction de génie civil.

Le CIRDI tient une liste d'arbitres dont la compétence en matière juridique, commerciale, industrielle ou financière doit être notoire. Les parties à une procédure CIRDI ont la faculté, mais non l'obligation, de choisir sur cette liste les membres devant constituer le tribunal arbitral. Si elles ne le font pas, les arbitres qu'elles auront désignés doivent posséder les qualités requises et jouir de la considération imposée par de telles fonctions.

### 7.2 Arbitrage CCI

Le règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) rappelle, en son article 1<sup>er</sup>, l'existence de la « Cour d'arbitrage » de la CCI qui n'a cependant de « Cour » que le nom : ce n'est pas en effet un tribunal arbitral, mais un organisme administratif qui veille au bon déroulement des arbitrages, en contrôle l'évolution et en surveille l'organisation. Elle ne tranche donc pas elle-même les différends (art. 2) qui sont du ressort des seuls arbitres choisis par les parties.

Au contraire du CIRDI, la Cour d'arbitrage de la CCI ne dispose pas d'une liste d'arbitres qui lui seraient attachés : sauf choix d'un commun accord d'un arbitre unique, les parties désignent librement chacune un arbitre et ceux-ci font choix d'un troisième arbitre qui assumera la présidence du tribunal arbitral ; ce n'est que faute pour l'une des parties de désigner son arbitre, ou pour les deux arbitres de s'entendre sur le choix du président, que la Cour d'arbitrage se substitue à eux en nommant le 3<sup>e</sup> arbitre.

La Cour d'arbitrage de la CCI contrôle la régularité et la motivation des sentences arbitrales (art. 21) et procède à leur notification (art. 23). Elle fixe les provisions pour frais d'arbitrage (comprenant les frais et honoraires des arbitres, ainsi que les frais administratifs). Leur calcul se fait en fonction du montant en litige suivant un barème annexé au Règlement de conciliation et d'arbitrage.

### 7.3 Arbitrage FED

Le règlement de procédure de conciliation et d'arbitrage pour les marchés financés par le FED prévoit expressément en son article 4 que l'arbitrage ne peut avoir lieu tant que « *toutes les voies de recours administratives internes prévues par l'État ACP ou le PTOM n'ont pas été épuisées* ».

Il s'agit de la procédure à suivre pour le règlement à l'amiable des différends qui doit être prévue par le Cahier des prescriptions spéciales du marché (tableaux 2 et 3). Ce préalable obligé est de toute façon réputé épuisé si aucune solution n'a pu être trouvée dans un délai de 120 jours à compter de la notification de la réclamation.

La procédure arbitrale **doit** ensuite débiter à l'initiative du demandeur, dans les 90 jours qui suivent, à peine de forclusion (art. 18.1). Elle se déroule dans l'État ACP ou le PTOM dans lequel le marché est exécuté (art. 16), toutes ses modalités (échanges de mémoires, moyens de preuves, déroulement des débats, prononcé de la sentence et exécution de celle-ci) étant prévues en détail par le Règlement.

Pour les tâches de greffe et d'organisation de l'arbitrage, le règlement ne confie pas de rôle institutionnel à un organe précis. C'est le tribunal arbitral constitué par les parties qui s'en charge. Il fixe à cet égard lui-même les honoraires de ses membres compte tenu de la complexité de l'affaire et du temps que les arbitres y ont consacré, ainsi que tous les frais d'arbitrage.

**Tableau 2 – Comparaison des principales dispositions des Conditions générales FIDIC et des Cahiers généraux des charges FED**

Conditions générales FIDIC (4 <sup>e</sup> éd. 1990)	Cahiers généraux des charges FED (ACP : 29 mars 1990, entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 1991 – PTOM : 16 décembre 1991, applicable aux marchés conclus à partir du 1 <sup>er</sup> juin 1991)
<b>1. Participants à l'opération</b>	
<p><b>• Ingénieur</b></p> <p>Dans l'exercice de la plupart de ses fonctions, l'ingénieur est mandataire du maître de l'ouvrage : « <i>l'entrepreneur doit se conformer strictement</i> » à ses instructions « <i>sur toutes les questions, mentionnées ou non dans le marché, touchant ou concernant les travaux</i> » (art. 13.1). Ses fonctions sont définies au marché, mais « <i>sauf disposition expresse</i> » de celui-ci, il n'a pas le pouvoir de relever l'entrepreneur de ses obligations contractuelles (art. 2.1).</p> <p>Mais ses pouvoirs ne sont pas illimités : il doit prendre l'avis du maître de l'ouvrage (par une « <i>consultation en bonne et due forme</i> ») avant d'accorder une prolongation de délai à l'entrepreneur (art. 44.1), avant de fixer des prix nouveaux (art. 52.2) ou avant de donner un accord sur un montant de réclamation (art. 53.5).</p> <p>En outre, l'ingénieur a un « <i>devoir d'impartialité</i> » (art. 2.6) lorsqu'il prend des décisions, donne des avis ou son accord dans des situations où les droits et obligations du maître de l'ouvrage et de l'entrepreneur peuvent être affectés.</p> <p>Cette neutralité de l'ingénieur s'impose d'autant mieux qu'il est investi d'une mission dans le règlement des litiges : avant tout arbitrage (cf. cas 11), les différends entre entrepreneur et maître d'ouvrage doivent être soumis à l'ingénieur pour décision (art. 67.1).</p>	<p><b>• Maître d'œuvre</b></p> <p>Le maître d'œuvre est « <i>le service public, la personne morale de droit public ou la personne physique ou morale désigné(e) par le maître d'ouvrage conformément au droit de l'État du maître d'ouvrage, qui a la responsabilité de la direction et/ou du contrôle de l'exécution du marché de travaux et à qui le maître d'ouvrage peut déléguer des droits et/ou des compétences au titre du marché</i> » (art. 1.1). Ses tâches sont « <i>stipulées dans le marché et, sauf si celui-ci l'indique expressément, le maître d'œuvre n'est habilité à délier le titulaire d'aucune de ses obligations contractuelles</i> » (art. 5.1).</p> <p>Si « <i>le maître d'œuvre a compétence pour ordonner toute modification</i> » (ajouts, suppressions, changements) (art. 37), l'entrepreneur devant se conformer aux ordres de service donnés par le maître d'œuvre (art. 12.3), ce dernier doit néanmoins consulter de façon « <i>appropriée</i> » le maître de l'ouvrage avant d'accorder une prolongation du délai d'exécution (art. 35.3) ou de décider s'il y a lieu ou non de procéder à une modification (art. 37.4, cf. cas 2), et de façon générale à la suite de toute réclamation de l'entrepreneur (art. 38.4 et 55.2, cf. cas 11).</p>
<p><b>• Sous-traitants : art. 4.1 et 4.2, 59.1 à 59.5</b></p> <p>Aucune sous-traitance n'est possible « <i>sans le consentement préalable de l'ingénieur</i> » (art. 4.1).</p> <p>Si l'entrepreneur principal n'est pas en mesure de prouver qu'il a payé son ou ses sous-traitants ou qu'il avait « <i>un motif raisonnable</i> » pour refuser le paiement, le maître de l'ouvrage est en droit de payer directement le ou les sous-traitants et « <i>de déduire à titre de compensation le montant ainsi payé des sommes dues ou à devoir à l'entrepreneur</i> » (art. 59.5).</p>	<p><b>• Sous-traitants : art. 7 et 52</b></p> <p>L'autorisation écrite préalable du maître de l'ouvrage est requise avant tout recours à la sous-traitance (art. 7.2).</p> <p><b>Préférence locale</b> : à égalité d'aptitudes et de compétence, l'entrepreneur est tenu de donner la préférence à des sous-traitants locaux (art. 7.3).</p> <p>Le paiement direct des sous-traitants par le maître de l'ouvrage est possible, lorsque le titulaire ne remplit pas « <i>ses engagements pécuniaires</i> » à leur égard : en l'absence d'explications de sa part dans le délai fixé par une mise en demeure du maître d'œuvre, « <i>le maître de l'ouvrage règle la créance réclamée par le sous-traitant sur les sommes restant dues au titulaire</i> » (art. 52.1).</p> <p>Si l'entrepreneur principal « <i>donne des motifs appropriés</i> » à l'appui de son refus de paiement, le maître de l'ouvrage ne paie au sous-traitant que les sommes non contestées, le surplus étant gelé jusqu'à la production entre ses mains d'une transaction ou d'une décision arbitrale ou juridictionnelle mettant fin au différend (art. 52.2).</p>
<b>2. Modifications aux travaux</b>	
<p><b>• Art. 51 et 52</b></p> <p>L'ingénieur peut ordonner l'exécution de tous travaux supplémentaires ou modificatifs sans limitation : il a tous pouvoirs du maître de l'ouvrage à cet égard.</p> <p>La valorisation de ces travaux implique néanmoins la « <i>consultation en bonne et due forme</i> » du maître de l'ouvrage lorsque le marché ne fait mention d'aucun prix applicable aux travaux modifiés ou lorsque les prix existant dans le marché s'avèrent inadéquats ou inapplicables.</p> <p>En cas de modifications supérieures à 15 % du « <i>prix effectif du marché</i> », l'entrepreneur peut obtenir une somme complémentaire tenant compte de ses frais de chantier et des frais généraux du marché (art. 52.3).</p>	<p><b>• Art. 37</b></p> <p>Les pouvoirs du maître d'œuvre sont très étendus en la matière (art. 37.1, cf. cas 1).</p> <p>Il doit cependant nécessairement consulter de façon « <i>appropriée</i> » le maître de l'ouvrage sur l'opportunité de procéder à la modification, après obtention du descriptif et du chiffrage, par l'entrepreneur, des travaux modificatifs demandés (art. 37.3 et 37.4). En revanche, c'est lui seul qui fixe « <i>le prix qu'il estime raisonnable et approprié eu égard aux circonstances</i> » si celui figurant dans le marché n'apparaît plus cohérent du fait de cette modification (art. 37.5).</p> <p>En cas de modification excédant 15 % du montant du marché, l'entrepreneur peut obtenir un supplément de prix qui est déterminé par le maître d'œuvre, après consultation du maître d'ouvrage (art. 37.7).</p>

**Tableau 2 – Comparaison des principales dispositions des Conditions générales FIDIC et des Cahiers généraux des charges FED (suite)**

Conditions générales FIDIC (4 <sup>e</sup> éd. 1990)	Cahiers généraux des charges FED (ACP : 29 mars 1990, entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 1991 – PTOM : 16 décembre 1991, applicable aux marchés conclus à partir du 1 <sup>er</sup> juin 1991)
<b>3. Suspension des travaux</b>	
<p>• <b>Art. 40.1 à 40.3</b></p> <p>La suspension des travaux peut être ordonnée par l'ingénieur en l'absence de toute faute de l'entrepreneur. En ce cas, l'ingénieur doit notifier à ce dernier, « <i>après consultation en bonne et due forme avec le maître de l'ouvrage</i> » : 1) une prolongation des délais ; 2) un supplément de prix eu égard aux coûts entraînés par la suspension.</p> <p>Après 84 jours de suspension, l'entrepreneur peut demander l'autorisation de reprendre les travaux dans les 28 jours. Si elle ne lui est pas accordée, il peut « <i>choisir de considérer</i> » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la suspension d'une partie des travaux comme leur suppression ;</li> <li>• la suspension de l'ensemble des travaux comme une défaillance du maître de l'ouvrage (cf. cas 10).</li> </ul>	<p>• <b>Art. 38</b></p> <p>La suspension des travaux peut, à tout moment, être ordonnée par le maître d'œuvre. Mais l'entrepreneur n'a droit à un supplément de prix pour frais occasionnés par les mesures conservatoires nécessaires à la protection des ouvrages et installations de chantier que s'il notifie « <i>son intention de présenter une réclamation à leur sujet</i> » dans les 30 jours qui suivent la réception de l'ordre de suspendre les travaux.</p> <p>Après 180 jours de suspension, le titulaire peut, soit demander l'autorisation de poursuivre dans les 30 jours, soit « <i>résilier le marché</i> » (art. 38.5, cf. cas 10).</p>
<b>4. Principaux délais impartis à l'entrepreneur</b>	
<p>Délai pour fournir la preuve que les assurances requises aux termes du marché ont été souscrites : <b>84 jours</b> suivant la date de démarrage (art. 25.1).</p> <p>Nécessité, pour l'entrepreneur, de notifier son intention de réclamer un paiement supplémentaire en cas de modification aux travaux : <b>14 jours</b> suivant la date de l'ordre de l'ingénieur (art. 52.2).</p> <p>Réserves sur les plans et documents préparés par l'ingénieur pour le métré des ouvrages et travaux exécutés : <b>14 jours</b> (art. 56.1).</p>	<p>Délai de réclamation sur ordre de service du maître d'œuvre : <b>30 jours</b>, sous peine de forclusion (art. 12.3).</p> <p>Réserves sur inscriptions portées au journal des travaux : <b>15 jours</b> (art. 39.4).</p>
<b>5. Délais d'exécution et pénalités de retard</b>	
<p>Une prolongation du délai d'exécution est possible en cas de travaux modificatifs importants ou de conditions climatiques exceptionnellement défavorables (art. 44.1), ainsi qu'en cas de suspension des travaux (art. 40.2), de demandes d'essais supplémentaires non prévus (art. 36.5) ou encore de défaut de mise à disposition des lieux par le maître de l'ouvrage (art. 42.2).</p> <p>Mais, pour préserver ses droits, l'entrepreneur doit nécessairement notifier à l'ingénieur, avec copie au maître de l'ouvrage, une demande de prolongation assortie de « <i>précisions détaillées</i> » dans les 28 jours « <i>suivant l'événement</i> » (art. 44.2).</p> <p>Si l'entrepreneur ne respecte pas le délai d'exécution, les dommages-intérêts forfaitaires pour retard, dont le montant et le plafond sont fixés dans l'annexe à la soumission, sont dus sans mise en demeure préalable, avec faculté pour le maître de l'ouvrage de se payer par prélèvement sur les sommes qu'il a entre les mains (art. 47.1).</p>	<p>Une prolongation du délai d'exécution est possible en cas de modification aux travaux (art. 37), de conditions climatiques exceptionnellement défavorables (art. 35.1), d'obstacles artificiels imprévisibles (art. 35.1), de suspension des travaux (art. 38.4) et, généralement, en cas de « <i>manquement du maître d'ouvrage à ses obligations contractuelles</i> » (art. 35.1).</p> <p>Mais cette prolongation doit être demandée par le titulaire dans les 30 jours « <i>à compter du moment où il s'est rendu compte de l'éventualité d'un retard</i> », avec des justificatifs « <i>complets et détaillés</i> » (art. 35.2).</p> <p>Elle n'est accordée par le maître d'œuvre qu'après « <i>consultation appropriée du maître d'ouvrage</i> » (art. 35.3).</p> <p>Si le titulaire du marché ne termine pas les travaux dans les délais, le maître d'ouvrage a droit à des indemnités forfaitaires pour retard, applicables sans mise en demeure préalable, au taux et à concurrence du plafond fixés dans le Cahier des prescriptions spéciales (art. 36.1).</p>
<b>6. Réception et garantie</b>	
<p>• <b>Art. 48.1 à 48.4, 49.1 et 49.2, 61 et 62</b></p> <p>C'est à l'entrepreneur de prendre l'initiative, « <i>lorsque l'ensemble des travaux est substantiellement achevé</i> », de notifier une demande de réception à l'ingénieur avec copie au maître de l'ouvrage (art. 48.1).</p> <p>L'ingénieur, dans le délai de 21 jours à compter de cette notification, doit délivrer un <b>certificat de réception</b> ou spécifier le travail restant à accomplir pour l'obtenir (art. 48.1).</p> <p>Un certificat de réception partielle doit être délivré chaque fois qu'un délai d'exécution particulier est stipulé dans l'annexe à la soumission ou lorsque le maître de l'ouvrage prend possession ou utilise « <i>toute partie substantielle</i> » d'ouvrages achevés ou toute partie d'ouvrages avant leur achèvement (art. 48.2).</p> <p>La durée du délai de garantie est fixée dans l'annexe à la soumission (tableau 3 du présent chapitre).</p> <p>La fin du délai de garantie fait l'objet d'un <b>certificat de fin du délai de garantie</b> donné par l'ingénieur dans un délai de 28 jours suivant son expiration (art. 62.1), à condition bien sûr que l'entrepreneur ait rempli toutes ses obligations de finitions des travaux mentionnées dans le certificat de réception et de réparation des vices et défauts apparus pendant la période de garantie (art. 49).</p>	<p>• <b>Art. 57 à 62</b></p> <p>C'est au titulaire du marché de formuler sa demande de réception « <i>au plus tôt 15 jours avant la date à laquelle, à son avis, les travaux seront achevés</i> » (art. 60.2) par notification adressée au maître d'œuvre.</p> <p>Le maître d'œuvre, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette demande, établit alors un <b>certificat de réception provisoire</b> ou rejette de façon motivée la demande en spécifiant les mesures à prendre pour rendre les travaux réceptionnables (art. 60.2).</p> <p>Si le marché prévoit la division des travaux en tranches, la délivrance d'un certificat par tranche est possible (art. 60.3).</p> <p>« <i>Toute prise de possession des ouvrages ou parties ou tronçons d'ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée d'une réception provisoire partielle</i> » (art. 59.1).</p> <p>La durée de la période de garantie pendant laquelle l'entrepreneur doit remédier « <i>à ses propres frais à tout vice ou dommage</i> » (art. 61.2) est de 365 jours à compter de la réception provisoire (art. 61.7).</p> <p>À l'expiration de la période de garantie, « <i>lorsque tous les vices ou dommages ont été rectifiés</i> », le maître d'œuvre, dans les 30 jours, doit délivrer un <b>certificat de réception définitive</b> à l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage (art. 62.1).</p>



**Tableau 2 – Comparaison des principales dispositions des Conditions générales FIDIC et des Cahiers généraux des charges FED (suite)**

Conditions générales FIDIC (4 <sup>e</sup> éd. 1990)	Cahiers généraux des charges FED (ACP : 29 mars 1990, entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 1991 – PTOM : 16 décembre 1991, applicable aux marchés conclus à partir du 1 <sup>er</sup> juin 1991)
<b>7. Décompte définitif</b>	
<p><b>A.</b> Dans les 84 jours suivant la délivrance du certificat de réception des travaux, l'entrepreneur doit soumettre à l'ingénieur un « <b>décompte final</b> » indiquant la « <i>valeur définitive des travaux effectués conformément au marché</i> », ainsi que les sommes supplémentaires et les montants estimés réclamés en plus (art. 60.5).</p> <p>Dans les 28 jours de la réception de ce décompte final, l'ingénieur doit certifier au maître de l'ouvrage le montant de l'acompte pouvant être payé à ce titre (art. 60.2 et 60.5).</p> <p>Le maître de l'ouvrage dispose alors d'un délai de 28 jours suivant le certificat d'acompte pour régler le montant dû à l'entrepreneur (art. 60.10).</p> <p><b>B.</b> Dans les 56 jours suivant la délivrance du certificat de fin du délai de garantie, l'entrepreneur doit soumettre à l'ingénieur son « <b>projet de décompte général</b> » comprenant toutes les sommes supplémentaires auxquelles l'entrepreneur estime avoir droit et notamment les parties de réclamations acceptées par l'ingénieur (art. 53.5 et 60.6).</p> <p>Le « <b>décompte général et définitif</b> » est le document qui résulte de l'accord entre l'ingénieur et l'entrepreneur ; il doit être certifié au maître de l'ouvrage par l'ingénieur dans les 28 jours.</p> <p>Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de 56 jours suivant le certificat du décompte général et définitif pour le régler à l'entrepreneur (art. 60.10).</p>	<p>C'est seulement après la délivrance du certificat de réception définitive que l'entrepreneur doit soumettre au maître d'œuvre son « <b>projet de décompte définitif</b> » : il a 90 jours pour l'établir (art. 51.1).</p> <p>En fonction toutefois des usages en vigueur dans l'État concerné, le Cahier des prescriptions spéciales peut prévoir – à l'avantage de l'entrepreneur – que l'établissement du projet de décompte définitif ne sera pas aussi différé dans le temps et qu'il pourra être avancé à la réception provisoire (art. 51.1 et 51.6).</p> <p>Dans les 90 jours suivant la réception de ce projet, le maître d'œuvre doit préparer le décompte définitif et l'adresser pour signature au maître d'ouvrage et à l'entrepreneur (art. 51.2).</p> <p>Ce décompte définitif « <i>n'inclut pas les montants litigieux qui font l'objet de négociations, d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, ou d'une procédure juridictionnelle</i> » (art. 51.3).</p> <p>Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 90 jours suivant la signature du décompte définitif pour procéder au paiement des sommes qui y figurent (art. 53.1).</p>
<b>8. Cautionnement et garantie de bonne exécution</b>	
<p>Le montant de la garantie d'exécution est précisé dans l'annexe à la soumission (tableau 3).</p> <p>Les modèles de garantie d'exécution figurant aux conditions particulières sont la garantie bancaire et le cautionnement.</p> <p>« <i>Avant de déposer une réclamation au titre de la garantie d'exécution, le maître de l'ouvrage doit, dans tous les cas, notifier l'entrepreneur de la nature du défaut objet de la réclamation</i> » (art. 10.3).</p> <p>La mise en jeu de la garantie d'exécution n'est plus possible après la délivrance du certificat de fin du délai de garantie ; la garantie doit être restituée dans les 14 jours qui suivent (art. 10.2).</p>	<p>Le montant de la « <i>garantie de bonne exécution</i> », destinée à « <i>assurer au maître d'ouvrage la réparation de tout préjudice résultant du fait que le titulaire n'a pas entièrement et correctement exécuté ses obligations contractuelles</i> » (art. 15.2), doit se situer entre 10 % et 20 % du montant du marché (art. 15.1).</p> <p>La garantie de bonne exécution peut revêtir différentes formes : garantie bancaire, chèque de banque ou certifié, lettre de crédit irrévocable ou dépôt en espèces auprès du maître d'ouvrage (art. 15.3).</p> <p>Avant d'appeler la garantie, le maître d'ouvrage doit notifier à l'entrepreneur « <i>la nature du manquement sur lequel se fonde sa demande</i> » et le garant « <i>ne peut émettre d'objection pour quelque motif que ce soit</i> » (art. 15.7).</p> <p>La garantie est libérée dans les 30 jours qui suivent la signature du décompte définitif (art. 15.8).</p>
<b>9. Défaut d'exécution et résiliation</b>	
<p><b>Cas de résiliation possibles</b> : ce sont essentiellement les cas où (art. 63.1) :</p> <p>le comportement de l'entrepreneur dénote un abandon de chantier ;</p> <p>l'entrepreneur ne se conforme pas aux notifications et directives de l'ingénieur (notamment celles relatives au refus des matériaux et matériels défectueux et à la démolition et l'enlèvement des ouvrages non conformes) ;</p> <p>l'entrepreneur « <i>en dépit d'avertissement préalable, par écrit, de l'ingénieur, néglige de manière persistante ou flagrante d'exécuter l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du marché</i> » ;</p> <p>l'entrepreneur sous-traite sans autorisation.</p> <p>Le préavis que doit respecter le maître de l'ouvrage est de <b>14 jours</b> (art. 63.1).</p> <p><b>Indemnisation du maître de l'ouvrage</b> : le paiement des sommes éventuellement dues à l'entrepreneur est différé jusqu'à l'expiration du délai de garantie, après déduction des « <i>coûts d'exécution, d'achèvement et de réparation de tous les vices, toutes les indemnités de retard (éventuelles) et toutes les autres dépenses encourues par le maître de l'ouvrage</i> » (art. 63.3).</p>	<p><b>Cas de résiliation possibles</b> : ce sont essentiellement les cas où (art. 64.2) :</p> <p>« <i>le titulaire n'exécute pas, de façon substantielle, les travaux conformément aux clauses du marché</i> » ;</p> <p>« <i>le titulaire ne se conforme pas, dans un délai raisonnable</i> », aux notifications du maître d'œuvre (notamment celles relatives aux négligences ou retards d'exécution) ;</p> <p>« <i>le titulaire refuse ou omet d'exécuter des ordres de service émanant du maître d'œuvre</i> » ;</p> <p>le titulaire sous-traite sans l'autorisation du maître d'ouvrage.</p> <p>Le préavis que doit respecter le maître d'ouvrage est de <b>7 jours</b> (art. 64.2).</p> <p>Indemnisation du maître d'ouvrage : « <i>dans tous les cas où le maître d'ouvrage a droit à une indemnisation, celle-ci peut s'effectuer par prélèvement sur toute somme due au titulaire ou sur la garantie adéquate</i> » (art. 63.4).</p>

**Tableau 2 – Comparaison des principales dispositions des Conditions générales FIDIC et des Cahiers généraux des charges FED (suite)**

Conditions générales FIDIC (4 <sup>e</sup> éd. 1990)	Cahiers généraux des charges FED (ACP : 29 mars 1990, entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 1991 – PTOM : 16 décembre 1991, applicable aux marchés conclus à partir du 1 <sup>er</sup> juin 1991)
<b>10. Défaillance du maître de l'ouvrage</b>	
<p>• <b>Art. 69.1 à 69.5</b></p> <p><b>Abandon de projet :</b> les conditions FIDIC ne permettent pas au maître de l'ouvrage de mettre fin à son gré au marché en procédant à sa résiliation unilatérale.</p> <p><b>Suspension des travaux :</b> une suspension des travaux de plus de 84 jours peut ouvrir droit à une résiliation du marché au profit de l'entrepreneur (cf. cas 3).</p> <p><b>Incidents de paiement :</b> le non-paiement dans les 28 jours d'un certificat d'acompte délivré par l'ingénieur (cas 7) constitue également, à l'expiration d'une deuxième période de 28 jours, un cas d'ouverture de résiliation du marché par l'entrepreneur (art. 69.1).</p> <p>Dans tous les cas, la notification que doit alors adresser l'entrepreneur au maître de l'ouvrage, avec copie à l'ingénieur, doit respecter un préavis de 14 jours (art. 69.1 et 69.2).</p> <p>L'entrepreneur peut toutefois choisir de suspendre les travaux ou d'en réduire la cadence, moyennant une notification préalable de 28 jours, aux- quels cas il est en droit d'obtenir une prorogation de délai et le remboursement des frais qui en résultent (art. 69.4). Mais si le maître de l'ouvrage paie le montant dû, le droit de résilier disparaît et la reprise des travaux s'impose (art. 69.5).</p>	<p>• <b>Art. 65 – 64.1 et 64.9</b></p> <p><b>Abandon de projet :</b> les cahiers des charges FED ont réservé la possibilité pour le maître d'ouvrage (qu'il soit privé ou public) de résilier le marché « <i>à tout moment et avec effet immédiat</i> » (art. 64.1). Cette prérogative de puissance publique ouvre logiquement droit au titulaire de « <i>réclamer une indemnité pour le préjudice subi, en plus des sommes qui lui sont dues pour les travaux déjà exécutés</i> » (art. 64.9).</p> <p><b>Suspension des travaux :</b> « <i>la suspension de tout ou partie des travaux pendant plus de 180 jours, pour des raisons non spécifiées dans le marché ou non imputables au titulaire</i> » permet à ce dernier de résilier le marché moyennant un préavis de 14 jours (art. 65.1).</p> <p>La poursuite d'un cas de force majeure (par exemple état de guerre, troubles civils, épidémies, inondations) pendant 180 jours ouvre également droit, moyennant un préavis de 30 jours, à une résiliation du marché (art. 66.6).</p> <p><b>Incidents de paiement :</b> les paiements des décomptes mensuels et du décompte définitif devant être effectués dans les 90 jours de leur présentation par le maître d'œuvre (art. 53.1), « <i>tout défaut de paiement de plus de 120 jours à compter de l'expiration du délai fixé à l'article 53.1 autorise le titulaire à ne pas exécuter le marché ou à le résilier</i> » (art. 53.2) moyennant un préavis de 14 jours (art. 65.1). Autrement dit, c'est seulement au bout de 7 mois et demi d'impayés que l'entrepreneur peut mettre fin à ses obligations contractuelles...</p>
<b>11. Sort des réclamations et règlement des litiges</b>	
<p><b>A. Traitement des réclamations</b></p> <p><b>Formalisme exigé pour la conservation des preuves :</b></p> <p>si l'entrepreneur a l'intention de réclamer un paiement supplémentaire à un titre quelconque, « <i>il doit notifier son intention à l'ingénieur, avec copie au maître de l'ouvrage</i> », dans les 28 jours suivant l'événement qui en est à l'origine (art. 53.1) ; il doit ensuite justifier sa réclamation dans les 28 jours qui suivent cette notification (art. 53.3) ;</p> <p>si ces formalités ne sont pas respectées, le droit à paiement de l'entrepreneur est limité à l'évaluation qu'en feront l'ingénieur ou les arbitres éventuellement désignés (art. 53.4).</p>	<p><b>A. Traitement des réclamations</b></p> <p><b>Formalisme à respecter :</b></p> <p>si l'entrepreneur estime que « certaines circonstances lui donne droit à un paiement supplémentaire », il doit informer le maître d'œuvre de son intention de le réclamer par une demande motivée dans les 15 jours qui suivent (art. 55.1) ;</p> <p>cette demande doit être étayée au plus tard dans les 60 jours qui suivent et, en tout état de cause (date ultime), lors de la présentation du projet de décompte définitif (art. 55.1) ;</p> <p>toute réclamation non conforme à ces exigences risque d'être rejetée (art. 55.3).</p>
<p><b>Remarque : risques spéciaux (art. 65)</b></p> <p>Sous ce vocable sont notamment visés l'état de guerre, les troubles civils ou militaires (coup d'État, situation insurrectionnelle), les contaminations radioactives (art. 20.4 et 65.2).</p> <p>L'article 65 des conditions FIDIC prévoit que l'entrepreneur « <i>a droit au paiement</i> » des travaux endommagés et de leur remise en état et des coûts accrus en raison de ces risques.</p> <p>Par ailleurs, « <i>à tout moment après le déclenchement de la guerre</i> », le maître de l'ouvrage peut résilier le marché ; mais, en ce cas, l'entrepreneur « <i>doit être payé</i> » de tous les coûts induits par cette résiliation.</p> <p>En tout état de cause, la survenance de « <i>risques spéciaux</i> » doit conduire l'entrepreneur à être vigilant : conformément à l'article 53.1 relatif aux réclamations, il lui appartient de se manifester pour réclamer dans les délais prévus, sinon son droit à paiement risque d'être limité par l'évaluation qu'en fera l'ingénieur.</p>	<p><b>Particularités :</b></p> <p>– <b>Risques exceptionnels :</b> ils sont définis comme les « <i>obstacles artificiels ou les conditions physiques impossibles à prévoir raisonnablement par un titulaire expérimenté</i> », et ouvrent droit à paiements supplémentaires en vertu de l'article 55 (art. 21). Mais l'inverse de l'article 35.1 qui permet une prolongation du délai d'exécution lorsque les conditions climatiques sont « <i>exceptionnellement défavorables</i> » (cf. cas 5), « <i>aucune réclamation du titulaire au titre de l'article 55 n'est admise à raison des conditions climatiques</i> » (art. 21.4) ;</p> <p>– <b>Suspension des travaux :</b> les suppléments qui peuvent être dus à ce titre (cas 3) doivent être réclamés dans les 30 jours qui suivent la réception de l'ordre de suspendre les travaux (art. 38.3) ;</p> <p>– <b>Force majeure</b> (par exemple état de guerre, troubles civils, épidémies, inondations, tremblements de terre) : le montant des frais supplémentaires auxquels l'entrepreneur doit faire face est certifié par le maître d'œuvre (art. 66.5).</p> <p>Mais, là aussi, il est prudent que l'entrepreneur se plie au formalisme de l'article 55 pour être sûr d'être payé.</p>

**Tableau 2 – Comparaison des principales dispositions des Conditions générales FIDIC et des Cahiers généraux des charges FED (suite)**

Conditions générales FIDIC (4 <sup>e</sup> éd. 1990)	Cahiers généraux des charges FED (ACP : 29 mars 1990, entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 1991 – PTOM : 16 décembre 1991, applicable aux marchés conclus à partir du 1 <sup>er</sup> juin 1991)
<p><b>B. Règlement des litiges</b></p> <p>La décision de donner ou non une suite favorable à une réclamation de l'entrepreneur appartient à l'ingénieur qui la lui notifie ensuite, avec copie au maître de l'ouvrage, préalablement consulté.</p> <p>Un rôle préarbitral est ensuite confié à l'ingénieur par les Conditions FIDIC (art. 67.1) : celui-ci, pouvant être conduit ainsi à revoir telle décision qu'il a pu prendre, sera amené à être son propre juge, ce qui explique et impose d'autant plus le devoir d'impartialité qui pèse sur lui (cas 1).</p> <p>L'objet du différend doit être soumis à l'ingénieur, avec copie à l'autre partie ; l'ingénieur dispose alors de <b>84 jours</b> pour rendre sa décision. Si celle-ci est contestée ou bien n'intervient pas dans ce délai, les parties ont <b>70 jours</b> après notification de la décision de l'ingénieur ou après l'expiration du délai précité de 84 jours, pour « <i>notifier leur intention de soumettre le différend à l'arbitrage</i> ». Si elles ne le font pas, la décision éventuellement notifiée par l'ingénieur devient « <i>définitive et irrévocable pour le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur</i> » (forclusion – arbitrage impossible).</p> <p>Une période de <b>56 jours</b> s'ouvre alors après la notification d'intention de soumettre le différend à l'arbitrage, pendant laquelle les parties doivent tenter de parvenir à un règlement amiable (art. 67.2).</p> <p>C'est seulement à l'issue de cette dernière période que l'arbitrage peut être mis en œuvre, selon le règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) (§ 7.2).</p>	<p><b>B. Règlement des litiges</b></p> <p>C'est le maître d'œuvre qui décide, « après consultation appropriée du maître d'ouvrage et, le cas échéant, du titulaire, si ce dernier a droit à un paiement supplémentaire » au titre des réclamations présentées (art. 55.2).</p> <p>Le Cahier des prescriptions spéciales (CPS) doit prévoir la procédure à suivre pour le règlement à l'amiable des différends (art. 68.2 et tableau 3).</p> <p>En cas d'échec de la procédure de règlement à l'amiable, il est fait application du règlement de procédure de conciliation et d'arbitrage pour les marchés financés par le FED, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991 (§ 7.3).</p>

**Tableau 3 – Points détaillés par les documents particuliers du marché**

Marchés financés par la Banque mondiale et se référant aux Conditions FIDIC (4 <sup>e</sup> éd. 1990)	Marchés financés par le FED (ACP et PTOM) et régis par les Cahiers généraux des charges adoptés les 29 mars 1990 et 16 décembre 1991
<p><b>1. Document particulier : annexe à la soumission</b> [Les références d'articles sont celles des Conditions générales FIDIC]. Montant de la garantie d'exécution (art. 10.1). Montant minimum de l'assurance aux tiers (art. 23.2). Délai de délivrance de l'ordre de démarrage des travaux (art. 41.1). Délai d'exécution (art. 43.1). Montant et plafond des dommages-intérêts forfaitaires en cas de retard (art. 47.1). Durée du délai de garantie (art. 49.1). Montant de la retenue de garantie (art. 60.2). Taux d'intérêt sur les impayés (art. 60.10).</p> <p><b>2. Document particulier : conditions particulières (deuxième partie des conditions)</b> [Les références d'articles sont celles des Conditions générales FIDIC].</p> <p><b>I. Cadre juridique et contractuel</b> Cas dans lesquels l'ingénieur doit obtenir l'approbation spécifique et préalable du maître de l'ouvrage avant d'exercer ses pouvoirs (art. 2.1). Langue et droit applicables au marché (art. 5.1). Ordre de priorité des documents contractuels (art. 5.2).</p> <p><b>II. Modalités administratives d'exécution</b> Délai de remise, par l'entrepreneur, de son programme d'exécution des travaux et de son estimation trimestrielle du cash-flow (art. 14.1 et 14.3). Précisions sur les garanties d'assurance à souscrire par l'entrepreneur (art. 21.1). Adresses des notifications au maître de l'ouvrage et à l'ingénieur (art. 68.2). Prise en compte des variations des coûts relatifs à la main-d'œuvre locale et aux matériaux (art. 70.1).</p>	<p><b>Document particulier ; Cahier des prescriptions spéciales (CPS)</b> [Les références d'articles sont celles des Cahiers généraux des charges FED].</p> <p><b>I. Cadre juridique et contractuel</b> Loi et langue applicables au marché (art. 2). Ordre hiérarchique des documents contractuels (art. 3). Définition des tâches incombant au maître d'œuvre (art. 5.1).</p> <p><b>II. Modalités administratives d'exécution</b> Conditions dans lesquelles la garantie de bonne exécution doit être libellée (art. 15.4) et peut être libérée (art. 15.8). Conditions d'assurance spécifiques (art. 16.1) et plafond des garanties exigé pour l'assurance responsabilité civile (art. 16.4). Conditions de remise et contenu du programme d'exécution des travaux (art. 17.1) à fournir par l'entrepreneur, et délai dans lequel doit être fournie l'estimation trimestrielle du flux de trésorerie (art.18.2).</p> <p><b>III. Exécution technique des travaux</b> Propriété et sort des matériaux de démolition (art. 27). Conception d'ouvrages temporaires particuliers par le maître de l'ouvrage (art. 29.2). Modalités d'exécution des études du sol (art. 30). Règles à suivre pour l'établissement des attachements (art. 39). Réception technique préalable de certains ouvrages et matériaux (art. 40). Mise en gage des installations de chantier, des équipements et des matériaux au profit du maître de l'ouvrage (art. 43.2). Obligation éventuelle d'entretien pendant la période de garantie (art. 61.6 et 61.7).</p> <p><b>IV. Liquidation des comptes</b> Taux et plafond des indemnités forfaitaires pour retard (art. 36.1). Fixation des conditions auxquelles sont subordonnés les versements d'avances et d'acomptes et le paiement pour solde (art. 44.2). Taux des intérêts moratoires en cas de retards de paiement (art. 53.1). Procédure à suivre pour le règlement à l'amiable des différends (art. 68.2).</p>